

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

14 juillet 2022

PROPOSITION DE LOI

**visant à mettre en place une ligne verte
pour les lanceurs d'alerte
au sein de la police intégrée structurée
à deux niveaux et à les protéger
contre d'éventuelles représailles**

(déposée par M. Nabil Boukili et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

14 juli 2022

WETSVOORSTEL

**teneinde bij de geïntegreerde politie,
gestructureerd op twee niveaus,
een gratis telefoonnummer voor
klokkenluiders ter beschikking te stellen en
hen tegen eventuele vergelding te beschermen**

(ingediend door de heer Nabil Boukili c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à mettre en place une ligne verte, c'est-à-dire une voie téléphonique permettant la dénonciation anonyme, par des membres des cadres opérationnel et administratif de la police intégrée structurée à deux niveaux, témoins d'atteintes à l'intégrité commises ou menacées d'être commises par des membres des cadres opérationnel et administratif de la police. Elle vise à assurer la protection du lanceur d'alerte contre les mesures de représailles pouvant découler de tout signalement ou divulgation concernant de telles atteintes à l'intégrité.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel heeft tot doel in een gratis telefoonnummer te voorzien waarop leden van het operationeel en administratief personeel van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, anoniem melding kunnen maken van door hen vastgestelde schendingen van de integriteit, of de dreiging die te begaan, door andere leden van dat personeel. Het wetsvoorstel strekt ertoe de klokkenluider te beschermen tegen vergeldingsmaatregelen die kunnen voortvloeien uit de melding of de openbaarmaking van dergelijke schendingen van de integriteit.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les atteintes à l'intégrité commises par des membres de la police sont inacceptables et doivent faire l'objet d'une politique de tolérance zéro.

À de nombreuses reprises, il est cependant apparu que des obstacles à la découverte et à la dénonciation de telles atteintes à l'intégrité subsistent au sein des forces de police. Ces obstacles ont pour conséquence que ces faits demeurent encore trop souvent inconnus et ne peuvent dès lors faire l'objet de mesures individuelles et structurelles nécessaires.

Les témoignages de policiers devant faire face à cette situation émaillent régulièrement l'actualité.

En 2020¹, à la suite d'un reportage diffusé par la RTBF intitulé "Harcèlement à la police: le grand malaise", consacré au harcèlement moral et sexuel au sein de la police, des policières décidèrent de sortir du silence. Elisa, policière depuis plusieurs années au sein de la zone de police Nord, déclare ainsi: "Je tiens vraiment à mon anonymat parce que j'ai une famille à nourrir.". Elle ajoute: "Je peux vous dire que ce reportage diffusé sur la RTBF a provoqué beaucoup de remous en interne. Pas mal de policiers et de policières ont regretté que plus de choses ne soient pas sorties par rapport à ce qu'il se passe dans la zone.". Cette policière parle d'un "harcèlement moral généralisé", assorti de mesures de représailles contre les agents qui osent dénoncer ce qu'il se passe en interne: "Tout le monde craint de faire l'objet d'un article 44, un déplacement individuel pour les besoins de l'organisation. Cela se fait de manière tout à fait abusive, contre toutes les personnes qui osent critiquer l'institution en interne. J'en ai déjà fait les frais. Les personnes plus fragiles, par exemple les policières mamans célibataires qui sont déjà dans un équilibre fragile et ne vont pas risquer d'être déplacées, n'osent plus parler librement, notamment dans les cas de harcèlement. Ce sont des mesures disciplinaires cachées. Les policiers qui font l'objet de cette mesure ont l'impression d'avoir raté quelque chose, d'avoir mal travaillé.".

Le témoignage d'une autre policière va dans le même sens: "Nous subissons une pression constante. On nous fait bien comprendre que soit on se soumet, soit on sera "dirigé" vers une autre fonction "qui nous conviendra mieux". Nous ne pouvons pas nous plaindre, parler ou critiquer sans être déplacés ou pire".

¹ <https://www.rtb.be/article/harcement-des-policieres-qu-est-ce-que-les-femmes-foutent-a-la-police-10516033>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Schendingen van de integriteit door leden van de politie zijn onaanvaardbaar; in dezen is een nultolerantiebeleid aan de orde.

Meermaals is echter gebleken dat het vaststellen en het melden van dergelijke schendingen van de integriteit nog steeds op obstakels stuiten binnen de politie. Daardoor blijven dergelijke feiten nog te vaak onder de radar en kunnen zij bijgevolg niet worden tegengegaan door de daartoe vereiste individuele en structurele maatregelen.

Geregeld duiken getuigenissen op van politiemensen die met dergelijke situaties worden geconfronteerd.

In 2020 beslisten een aantal politieagentes het stilzwijgen te doorbreken naar aanleiding van een RTBF-reportage, getiteld "*Harcèlement à la police: le grand malaise*"¹, over pesterijen en ongewenst seksueel gedrag bij de politie. Elisa, al jarenlang politieagente bij de Brusselse politiezone Noord, verklaarde het volgende: "*Je tiens vraiment à mon anonymat parce que j'ai une famille à nourrir.*". Ze voegde daaraan toe: "*Je peux vous dire que ce reportage diffusé sur la RTBF a provoqué beaucoup de remous en interne. Pas mal de policiers et de policières ont regretté que plus de choses ne soient pas sorties par rapport à ce qu'il se passe dans la zone.*". Ze had het over algemene pesterijen en vergeldingsmaatregelen tegen agenten die de interne gang van zaken durven aan te klagen: "*Tout le monde craint de faire l'objet d'un article 44, un déplacement individuel pour les besoins de l'organisation. Cela se fait de manière tout à fait abusive, contre toutes les personnes qui osent critiquer l'institution en interne. J'en ai déjà fait les frais. Les personnes plus fragiles, par exemple les policières mamans célibataires qui sont déjà dans un équilibre fragile et ne vont pas risquer d'être déplacées, n'osent plus parler librement, notamment dans les cas de harcèlement. Ce sont des mesures disciplinaires cachées. Les policiers qui font l'objet de cette mesure ont l'impression d'avoir raté quelque chose, d'avoir mal travaillé.*".

Van eenzelfde teneur is de getuigenis van een andere politieagente: "*Nous subissons une pression constante. On nous fait bien comprendre que soit on se soumet, soit on sera "dirigé" vers une autre fonction "qui nous conviendra mieux". Nous ne pouvons pas nous plaindre, parler ou critiquer sans être déplacés ou pire.*".

¹ <https://www.rtb.be/article/harcement-des-policieres-qu-est-ce-que-les-femmes-foutent-a-la-police-10516033>.

Un autre agent confirme encore: "Oui, je peux vous assurer que l'article 44 est utilisé très souvent pour déplacer des gens dans la zone. Plus de la moitié des officiers ont été déplacés à l'aide de cet article. Deuxièmement, en général, la victime de harcèlement se fait déplacer et les harceleurs sont protégés. Après avoir critiqué des harceleurs racistes, j'ai été déplacé moi-même sur la base de l'article 44. J'ai été désarmé et envoyé à l'état-major où il n'y avait pas de travail, ni de bureau pour moi. Le matin, je traînais donc dans le couloir et je cherchais le bureau d'un collègue qui était absent ce jour pour m'asseoir le reste de la journée. Après deux semaines, j'ai reçu le bureau d'un stagiaire qui venait de terminer son stage. Après un mois et demi, j'ai pu réintégrer un commissariat."

Au mois d'avril 2021², M. Éric Claessens, inspecteur, a entamé une grève de la faim pour protester contre sa possible révocation de la police. Il témoigne: "On tombe sur un individu éméché qui urine sur la façade de l'Ancienne Belgique. On l'interpelle, on lui met les menottes. Tout va bien. L'individu est emmené à l'abri des regards dans la station de métro d'à côté, où la police dispose d'un local." L'inspecteur Claessens raconte que l'individu y sera roué de coups par des policiers. Ayant prévenu son supérieur hiérarchique, il lui sera répondu: "Ce qui se fait en bas reste en bas. Tu fermes ta gueule sinon tu vas avoir des problèmes." Après avoir rédigé un rapport, il témoigne devenir "la bête noire" de ses collègues, devant subir refus de renforts, mutation d'un côté à l'autre du pays, retrait de son arme de service, refus de lui donner du travail et menaces de révocation. L'inspecteur Claessens finira par être démis de ses fonctions en novembre 2021³.

En août 2021⁴, M. Stéphane Crohain, inspecteur, 28 ans de carrière, témoigne à son tour quant aux représailles qu'il subit depuis des années après avoir dénoncé deux collègues ayant violemment frappé un détenu: "Au travail, on me refuse des services. On me dit que si c'est pour moi, on ne le fait pas." D'autres policiers conseilleraient aux stagiaires de ne pas lui parler car "il dénonce des collègues". "Certains de mes collègues m'ont dit clairement qu'ils ne diraient rien parce qu'ils n'avaient pas envie de vivre la même chose que moi. C'est un cercle vicieux où l'on n'ose pas dénoncer."

² <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2021/04/19/lanceur-dalerte-linspecteur-de-police-eric-claessens-vit-lenfer-promis-par-sa-hierarchie-TDBAHGCJT5HGPN6AF5SBF2V5T4/>.

³ <https://cite24.com/je-quitte-la-police-et-je-rendrai-public-tous-les-dossiers/>.

⁴ <https://www.rtf.be/article/violences-policieres-les-collegues-lanceurs-dalerte-sont-ils-suffisamment-protoges-10813436>.

Dit wordt bevestigd door nog een andere agent: "Oui, je peux vous assurer que l'article 44 est utilisé très souvent pour déplacer des gens dans la zone. Plus de la moitié des officiers ont été déplacés à l'aide de cet article. Deuxièmement, en général, la victime de harcèlement se fait déplacer et les harceleurs sont protégés. Après avoir critiqué des harceleurs racistes, j'ai été déplacé moi-même sur la base de l'article 44. J'ai été désarmé et envoyé à l'état-major où il n'y avait pas de travail, ni de bureau pour moi. Le matin, je traînais donc dans le couloir et je cherchais le bureau d'un collègue qui était absent ce jour pour m'asseoir le reste de la journée. Après deux semaines, j'ai reçu le bureau d'un stagiaire qui venait de terminer son stage. Après un mois et demi, j'ai pu réintégrer un commissariat."

Inspecteur Éric Claessens ging in april 2021 in hongerstaking om te protesteren tegen zijn mogelijk ontslag.² Hij getuigde daarover als volgt: "On tombe sur un individu éméché qui urine sur la façade de l'Ancienne Belgique. On l'interpelle, on lui met les menottes. Tout va bien. L'individu est emmené à l'abri des regards dans la station de métro d'à côté, où la police dispose d'un local." Inspecteur Claessens vertelt dat de betrokkene er door politieagenten werd afgeranseld. Toen hij zijn hiërarchische chef daarvan op de hoogte bracht, antwoordde die als volgt: "Ce qui se fait en bas reste en bas. Tu fermes ta gueule sinon tu vas avoir des problèmes." Hij vertelt hoe hij, na de feiten te hebben gerapporteerd, het zwarte schaap van zijn collega's werd. Er werd hem versterking geweigerd, hij werd overgeplaatst van de ene naar de andere kant van het land, zijn dienstwapen werd afgenomen, men weigerde hem werk te geven en hij werd met ontslag bedreigd. Uiteindelijk werd inspecteur Claessens in november 2021 van zijn functies ontheven³.

In augustus 2021⁴ getuigde ook de heer Stéphane Crohain, een inspecteur met een loopbaan van 28 jaar, over vergeldingsmaatregelen die hij al jaren moet ondergaan nadat hij twee collega's had aangegeven die een gedetineerde hadden geslagen. "Au travail, on me refuse des services. On me dit que si c'est pour moi, on ne le fait pas." Andere politiemensen gaven de stagiaires de raad niet met hem te spreken, aangezien "hij collega's verraadt". "Certains de mes collègues m'ont dit clairement qu'ils ne diraient rien parce qu'ils n'avaient pas envie de vivre la même chose que moi. C'est un cercle vicieux où l'on n'ose pas dénoncer."

² <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2021/04/19/lanceur-dalerte-linspecteur-de-police-eric-claessens-vit-lenfer-promis-par-sa-hierarchie-TDBAHGCJT5HGPN6AF5SBF2V5T4/>.

³ <https://cite24.com/je-quitte-la-police-et-je-rendrai-public-tous-les-dossiers/>.

⁴ <https://www.rtf.be/article/violences-policieres-les-collegues-lanceurs-dalerte-sont-ils-suffisamment-protoges-10813436>.

Ces différents témoignages illustrent la nécessité de faciliter les dénonciations d'atteintes à l'intégrité dont les membres des services de police seraient témoins, auprès d'une institution indépendante de la police intégrée. La mise en place d'un numéro vert auprès du Comité permanent de contrôle des services de police s'inscrit dans cette démarche. La présente proposition de loi instaure également une protection particulière en faveur des lanceurs d'alerte au sein de la police contre les représailles dont ils peuvent faire l'objet, notamment de la part de leur hiérarchie. Elle prévoit en outre, à titre de mesure préventive contre ces représailles, la garantie de l'anonymat des lanceurs d'alerte qui feraient appel au numéro vert.

Cette proposition de loi tend ainsi à apporter un début de réponse aux recommandations du Comité des Nations Unies contre la torture (CAT), qui recommande de: "Mettre en place un mécanisme indépendant pour permettre aux victimes de torture, mauvais traitements et violences illégitimes de déposer plus facilement plainte, avec l'obligation de diligenter des enquêtes sur ces plaintes, et faire en sorte que, dans la pratique, les plaignants soient associés à la procédure dans la mesure nécessaire à la sauvegarde de leurs intérêts légitimes, soient informés de l'évolution de leur plainte et soient protégés contre tout risque de représailles."⁵

Le Comité permanent de contrôle des services de police paraît constituer le meilleur destinataire des signalements effectués au moyen de la ligne verte. Dans son rapport de 2022, *Police Watch* (Observatoire des violences policières de la Ligue des droits humains), constatant l'opacité du système de dépôt de plaintes actuel et la multiplicité des acteurs compétents, conclut en ces termes: "La manière plus efficace de fonctionner serait probablement de rationaliser le système en confiant le monopole du traitement des plaintes au Comité P, en le refondant pour lui donner cette spécialisation et en le dotant des moyens nécessaires (humains, budgétaires et juridiques)"⁶.

Il est proposé que le Comité permanent P:

- soit responsable de la mise à disposition de la ligne verte;
- charge son propre Service d'enquêtes, à l'exclusion de tout autre, des enquêtes sur les faits qui lui sont dénoncés par ce biais;

⁵ CAT, 2021, pt. 8. A.

⁶ https://www.liguedh.be/wp-content/uploads/2022/04/Rapport-Police-Watch-LDH-2021_FR.pdf, p. 49.

Die verschillende getuigenissen tonen aan dat politiemensen die getuige zijn van schendingen van de integriteit die feiten makkelijker zouden moeten kunnen melden bij een instantie die geen banden heeft met de geïntegreerde politie. Dat streven zou deels worden ingevuld door bij het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten een gratis telefoonnummer ter beschikking te stellen. Dit wetsvoorstel strekt er tevens toe klokkenluiders binnen de politie specifieke bescherming te bieden tegen eventuele vergelding jegens hen, onder meer door hun meerderen. Om vergelding te voorkomen, is het bovendien de bedoeling de anonimiteit te waarborgen van de klokkenluiders die naar het gratis telefoonnummer bellen.

Dit wetsvoorstel moet aldus een eerste stap zijn om gevolg te geven aan de aanbevelingen van het VN-comité tegen Foltering (CAT). Dat beveelt onder meer het volgende aan: "*Establish an independent mechanism to enable victims of torture, ill-treatment and unlawful violence to file a complaint more easily, make it a requirement that such complaints are investigated by the State party and ensure that, in practice, complainants are involved in the proceedings to the extent necessary to safeguard their legitimate interests, are informed of the progress of their complaints and are protected from any risk of reprisals.*"⁵

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten lijkt het best geplaatst om de meldingen te ontvangen die via het gratis telefoonnummer worden gedaan. In zijn verslag van 2022 kwam *Police Watch* (het observatorium voor politiegeweld van de *Ligue des droits humains*) tot de vaststelling dat de huidige procedure voor de indiening van de klachten verre van transparant is en dat ter zake heel wat actoren bevoegd zijn. De instantie besloot dat "*La manière plus efficace de fonctionner serait probablement de rationaliser le système en confiant le monopole du traitement des plaintes au Comité P, en le refondant pour lui donner cette spécialisation et en le dotant des moyens nécessaires (humains, budgétaires et juridiques).*"⁶.

Er wordt voorgesteld dat het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten:

- verantwoordelijk wordt voor het ter beschikking stellen van het gratis telefoonnummer;
- zijn eigen Dienst Enquêtes P, en geen enkele andere, belast met het onderzoek naar de feiten die via dat telefoonnummer worden gemeld;

⁵ <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G21/234/78/PDF/G2123478.pdf?OpenElement>, 2021, pt. 8. A.

⁶ https://www.liguedh.be/wp-content/uploads/2022/04/Rapport-Police-Watch-LDH-2021_FR.pdf, blz. 49.

— assure la publicité des informations fournies par le signalement ainsi que la publicité de l'enquête menée à la suite d'un signalement ou d'une divulgation, dans la mesure où cette publicité ne porte pas préjudice au secret de l'enquête sur des affaires en cours;

— publie des statistiques relatives aux signalements qui lui sont communiqués dans son rapport annuel.

Des moyens supplémentaires devront être alloués au Comité permanent P pour l'accomplissement de ces nouvelles missions.

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)

— ervoor zorgt dat de informatie die bij de melding wordt verstrekt en het naar aanleiding daarvan gevoerde onderzoek openbaar worden gemaakt in zoverre die openbaarheid geen afbreuk doet aan het geheim van het onderzoek naar lopende zaken;

— in zijn jaarverslag de statistieken inzake de gedane meldingen publiceert.

Voor het vervullen van die nieuwe opdrachten zouden aan het Vast Comité P bijkomende middelen moeten worden toegekend.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par:

1° lanceur d'alerte: tout membre du cadre opérationnel ou administratif de la police intégrée structurée à deux niveaux qui signale ou divulgue des informations visées au point 3°.

2° représailles: notamment les faits suivants, découlant directement ou indirectement du signalement ou de la divulgation:

- a) les procédures judiciaires;
- b) une suspension, une mise à pied, un licenciement ou des mesures équivalentes;
- c) la rétrogradation ou le refus de promotion, le transfert de fonctions, le changement de lieu de travail, une réduction de salaire, une modification des horaires de travail;
- d) une suspension de la formation, une évaluation de performance ou une attestation d'emploi négative;
- e) les mesures disciplinaires ou administratives, la réprimande ou toute autre sanction;
- f) la coercition, l'intimidation, le harcèlement ou l'ostracisme;
- g) une discrimination, un désavantage ou un traitement injuste, y compris la discrimination à l'embauche;
- h) les atteintes à la réputation de la personne;
- i) l'annulation d'une licence ou d'un permis;
- j) toute ingérence dans la liberté d'expression;

3° les informations: tout élément, matériel ou non, y compris des témoignages, permettant d'établir ou de soupçonner la commission ou la menace de commettre les faits suivants par des membres du cadre opérationnel

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° klokkenluider: elk lid van het operationeel of van het administratief kader van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, dat informatie als bedoeld in de bepaling onder 3° meldt of openbaar maakt;

2° vergelding: onder meer de volgende feiten die direct of indirect uit de melding of de openbaarmaking voortvloeien:

- a) gerechtelijke procedures;
- b) schorsing, buitendienststelling, ontslag of soortgelijke maatregelen;
- c) degradatie of het onthouden van bevordering, de overdracht van taken, een verandering van locatie van de arbeidsplaats, een loonsverlaging, een verandering van de werktijden;
- d) het onthouden van opleiding, een negatieve prestatiebeoordeling of arbeidsreferentie;
- e) administratieve of tuchtmaatregelen, een berisping of een andere sanctie;
- f) dwang, intimidatie, pesterijen of uitsluiting;
- g) discriminatie, nadelige of ongelijke behandeling, met inbegrip van discriminatie bij de indienstneming;
- h) het toebrengen van reputatieschade;
- i) het intrekken van een licentie of vergunning;
- j) elke inmenging in de vrijheid van meningsuiting;

3° informatie: elk al dan niet materieel element, met inbegrip van getuigenissen, op grond waarvan kan worden vastgesteld of vermoed dat leden van het operationeel of van het administratief kader van de geïntegreerde

ou administratif de la police intégrée structurée à deux niveaux:

a) les violations de lois et de règlements, en ce compris les infractions au Code pénal ainsi qu'au régime disciplinaire de la police intégrée structurée à deux niveaux;

b) les violations de normes déontologiques et d'intégrité de la police intégrée structurée à deux niveaux;

4° la famille: les grands-parents, parents, enfants, les frères et sœurs (fratrie), les demi-frères, demi-sœurs, la marâtre et le parâtre ainsi que la personne avec laquelle le lanceur d'alerte forme un couple;

5° signaler: faire connaître des informations à quelqu'un;

6° divulguer: porter des informations à la connaissance du public.

Art. 3

Le signalement ou la divulgation visés à l'article 2, 1°, émanant d'un lanceur d'alerte, ne doivent pas obligatoirement être précédés d'un dépôt de plainte.

Le lanceur d'alerte est présumé de bonne foi. L'existence ou non d'un intérêt personnel dans le chef du lanceur d'alerte n'entre pas en considération dans le traitement du signalement ou de la divulgation.

Art. 4

Les informations peuvent également concerner l'inaction des autorités compétentes, hiérarchiques ou disciplinaires ayant connaissance des violations visées à l'article 2, point 3°.

Il n'est pas exigé que le lanceur d'alerte détermine avec certitude l'intérêt public des informations révélées.

Aucun travail préparatoire de conditionnement du matériel n'est exigé avant de procéder au signalement ou à la divulgation.

politie, gestructureerd op twee niveaus, de volgende feiten hebben gepleegd of ermee hebben gedreigd die te zullen plegen:

a) schendingen van wetten en reglementen, met inbegrip van de inbreuken op het Strafwetboek en op de tuchtregeling van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

b) schendingen van de normen inzake plichtenleer en inzake integriteit van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

4° familie: de grootouders, de ouders, de kinderen, de broers en zussen (het broeder- en zusterschap), de halfbroers, de halfzussen, de stiefmoeder en de stiefvader, evenals de persoon met wie de klokkenluider een stel vormt;

5° melden: iemand van informatie in kennis stellen;

6° openbaar maken: informatie ter kennis brengen van het publiek.

Art. 3

De in artikel 2, 1° bedoelde melding of openbaarmaking door een klokkenluider moet niet verplicht worden voorafgegaan door de indiening van een klacht.

De klokkenluider wordt geacht te goeder trouw te zijn. De omstandigheid dat bij de klokkenluider al dan niet een persoonlijk belang in het geding is, wordt niet in aanmerking genomen bij de behandeling van de melding of van de openbaarmaking.

Art. 4

De informatie kan eveneens betrekking hebben op het feit dat de bevoegde of de hiërarchische overheden dan wel de tuchtoverheden die van de in artikel 2, 3°, bedoelde schendingen kennis hebben, verzuimen op te treden.

De klokkenluider hoeft niet met zekerheid het algemeen belang van de onthulde informatie vast te stellen.

Er wordt geen enkel voorbereidend werk geëist met betrekking tot de presentatie van de informatie alvorens ze wordt gemeld of openbaar gemaakt.

Art. 5

Le Comité permanent de contrôle des services de police met à la disposition des lanceurs d'alerte une ligne verte, c'est-à-dire un moyen d'émettre un signallement anonyme par voie téléphonique, de manière gratuite.

Seul le Comité permanent de contrôle des services de police est habilité à connaître l'identité et la fonction du lanceur d'alerte. Il ne peut pas les dévoiler et prend les mesures nécessaires pour en assurer le secret.

Les membres du personnel chargés de recueillir les signalements par voie téléphonique sont tenus au secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal. Ils sont soumis aux dispositions du statut du personnel administratif du Comité permanent de contrôle des services de police.

Le Comité permanent de contrôle des services de police établit la liste des obligations déontologiques adaptées à leur fonction.

Art. 6

Le Comité permanent de contrôle des services de police charge son propre Service d'enquêtes, à l'exclusion de tout autre, d'enquêter sur les signalements qu'il reçoit via la ligne verte prévue à l'article 5.

Lorsque de tels signalements concernent des infractions au droit pénal ou au régime disciplinaire de la police intégrée structurée à deux niveaux, le Comité permanent de contrôle des services de police transmet son rapport d'enquête au parquet du procureur du Roi ainsi qu'aux autorités disciplinaires compétentes.

Art. 7

Aucune mesure de représailles ne peut être mise en œuvre contre le lanceur d'alerte ou sa famille à la suite d'un signalement ou d'une divulgation visés à l'article 2, 1°.

Dans le cas où la hiérarchie du lanceur d'alerte adopte l'une des mesures visées à l'article 2, 2°, b) à d), vis-à-vis de celui-ci dans un délai de douze mois suivant le signalement ou la divulgation visés à l'article 2, 1°, cette mesure est présumée constituer une mesure de représailles au sens de la présente loi.

Art. 5

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten stelt de klokkenluiders een gratis telefoonnummer ter beschikking, waarop ze anoniem en kosteloos een melding kunnen doen.

Alleen het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten is gemachtigd de identiteit en de functie van de klokkenluider te kennen. Het mag die gegevens niet onthullen en neemt de nodige maatregelen om de geheimhouding ervan te waarborgen.

De personeelsleden die zijn gelast de telefonische meldingen te verzamelen, zijn gebonden door het beroepsgeheim als bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek. Zij zijn onderworpen aan de bepalingen van het statuut van het administratief personeel van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten.

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten bepaalt de lijst van de deontologische verplichtingen die zij op grond van hun functie in acht moeten nemen.

Art. 6

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten draagt zijn eigen Dienst Enquêtes P, met uitsluiting van alle andere diensten, op onderzoek te voeren naar de meldingen die het via het bij artikel 5 bepaalde gratis telefoonnummer ontvangt.

Wanneer dergelijke meldingen betrekking hebben op inbreuken op het strafrecht of op de tuchtregeling van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, bezorgt het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten zijn enquêteverslag aan het parket van de procureur des Konings, alsook aan de bevoegde tuchtoverheden.

Art. 7

Tegen de klokkenluider of diens familie mag naar aanleiding van een in artikel 2, 1°, bedoelde melding of openbaarmaking geen enkele vergeldingsmaatregel worden genomen.

Indien een tot de hiërarchie van de klokkenluider behorende persoon, binnen een termijn van twaalf maanden volgend op de in artikel 2, 1°, bedoelde melding of openbaarmaking, één van de in artikel 2, 2°, b) tot d), bedoelde maatregelen jegens de klokkenluider treft, wordt die maatregel geacht een vergeldingsmaatregel te zijn in de zin van deze wet.

Dans le cas où la sanction consiste en une démission d'office ou en une modification des conditions de travail du lanceur d'alerte et que celle-ci s'avère être une mesure de représailles, l'autorité de police doit accepter la réintégration du lanceur d'alerte ou le retour à la normale de ses conditions de travail s'il en fait la demande.

Art. 8

Le Comité permanent de contrôle des services de police est chargé de garantir la publicité des informations fournies par le signalement ainsi que la publicité de l'enquête menée à la suite d'un signalement ou d'une divulgation visés à l'article 2, 1°, dans la mesure où cette publicité ne porte pas préjudice au secret de l'enquête sur des affaires en cours.

Art. 9

Le Comité permanent de contrôle des services de police publie, dans son rapport annuel, des statistiques sur les signalements effectués au moyen de la ligne verte.

Ces statistiques comprennent:

- 1° le nombre de signalements reçus;
- 2° la nature des faits ou des menaces pour lesquels ces signalements ont été effectués;
- 3° les zones géographiques concernées;
- 4° la suite donnée à ces signalements par son Service d'enquêtes.

3 juin 2022

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Gaby COLEBUNDERS (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)

Ingeval de sanctie bestaat in het ambtshalve ontslag of in een wijziging van de arbeidsvoorwaarden van de klokkenluider en die sanctie een vergeldingsmaatregel blijkt te zijn, moet de politionele overheid aanvaarden dat de klokkenluider in zijn ambt wordt hersteld of dat hij zijn normale arbeidsvoorwaarden terugkrijgt zo hij daarom verzoekt.

Art. 8

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten is gelast de openbaarheid te waarborgen van de via de melding verstrekte informatie, alsook van het onderzoek dat naar aanleiding van een in artikel 2, 1°, bedoelde melding of openbaarmaking wordt gevoerd, op voorwaarde dat die openbaarheid geen afbreuk doet aan de geheimhouding van het onderzoek naar lopende zaken.

Art. 9

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten publiceert in zijn jaarverslag statistieken over de meldingen die het via het gratis telefoonnummer heeft ontvangen.

Die statistieken behelzen:

- 1° het aantal ontvangen meldingen;
- 2° de aard van de feiten of van de bedreigingen waarover die meldingen hebben plaatsgevonden;
- 3° de betrokken geografische zones;
- 4° het gevolg dat de Dienst Enquêtes P aan die meldingen heeft gegeven.

3 juni 2022